



**PRÉFET  
DE LA LOZÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
Cellule déchets  
4 av de la gare  
BP 132  
48005 Mende cedex

Mende, le 09/08/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ENVIRONNEMENT MASSIF CENTRAL**

20 RUE DE LA DRAINE  
48000 Mende

Références : 2024-08-  
Code AIOT : 0006602540

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2024 dans l'établissement ENVIRONNEMENT MASSIF CENTRAL implanté ZAE du causse d'Auge 20-22 rue de la Draine 48000 Mende. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ENVIRONNEMENT MASSIF CENTRAL
- ZAE du causse d'Auge 20-22 rue de la Draine 48000 Mende
- Code AIOT : 0006602540
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation de tri, transit et traitement de déchets non dangereux exploité par l'entreprise Environnement Massif Central exerce plusieurs activités de tri et traitement de produits plastiques, de transit de VHU, de déchets verts et de production de combustible solide de récupération.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface
- Odeur
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Points de rejet	Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 3.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Équipement des ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 3.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Contrôle des rejets	Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 3.4.2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Organisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 6.1.3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Mesures de maîtrise des risques et barrières de sécurité	Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 6.1.7	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
9	Plan d'Opération Interne	Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 6.3.2	Lettre préfectorale de suite	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etude olfactive	Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 2.2.2	Sans objet
5	Suivi des mesures d'évitement, réduction et compensation	Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 4.2	Sans objet
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 6.3.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En raison des enjeux que présentent les rejets des eaux météoriques du site, l'inspection des installations classées propose de mettre en demeure la société Environnement Massif Central de :

- finaliser les travaux prévus sur les bassins de rétention conformément aux données de son dossier de demande d'autorisation environnementale ;
- limiter le phénomène d'érosion constaté à l'exutoire du bassin sud **et** d'équiper le bassin est (n°3) d'un dispositif limitant le risque de départ de déchets/débris avec les effluents ;
- transmettre les résultats des analyses effectuées en 2023 de sorte à respecter l'obligation de transmission annuelle des résultats d'analyses des rejets en eau.

Les difficultés régulièrement constatées sur site concernant la traçabilité amènent en outre l'inspection à proposer de mettre en demeure l'exploitant de :

- mettre à jour la procédure de contrôle du respect des exigences de l'organisation des stockages **et** d'assurer le suivi et l'enregistrement des contrôles effectués ;
- assurer la traçabilité des tests du système de surveillance effectués en interne.

Enfin, le Plan d'Opération Interne n'ayant pas été présenté lors de la visite, l'inspection demande sa transmission. Ce point fait l'objet d'une lettre de suite préfectorale jointe au présent rapport.

Les délais de mise en conformité sont détaillés dans le tableau des constats.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Étude olfactive

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, odeurs
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le débit d'odeur rejeté doit être compatible avec l'objectif suivant de qualité de l'air ambiant : la concentration d'odeur imputable à l'installation au niveau des zones d'occupation humaine (habitations occupées par des tiers, stades ou terrains de camping agréés ainsi que zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, établissement recevant du public à l'exception de ceux en lien avec la collecte et le traitement des déchets) dans un rayon de 3 000 mètres des limites clôturées de l'installation ne doit pas dépasser la limite de 5 uoE/m<sup>3</sup> plus de 175 heures par an, soit une fréquence de dépassement de 2 %. Ces périodes de dépassement intègrent les pannes éventuelles des équipements de compostage et de traitement des composés odorants, qui sont conçus pour que leurs durées d'indisponibilité soient aussi réduites que possible.</p> <p>Une installation située dans une zone sensible et pour laquelle une nuisance olfactive est probable ou constatée établit et met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental, un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- un protocole décrivant les mesures à prendre et les échéances associées ;</li><li>- un protocole de surveillance des odeurs, qui définit une fréquence de surveillance ;</li><li>- un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés ;</li><li>- un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.</li></ul> <p>A ce titre, une étude olfactive valant point zéro est réalisée dans l'année suivant la notification de présent arrêté.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a présenté un rapport d'analyse olfactive datant d'avril 2024. 4 prélèvements ont été réalisés à l'intérieur du site et soumis à un jury de nez. Aucun des prélèvements n'atteint la limite de 5 uoE/m<sup>3</sup>. L'étude propose une projection des odeurs autour du site sur la base d'une rose des vents.</p> <p>Le "point zéro" prescrit est établi. L'inspection demande la transmission de l'étude olfactive datée d'avril 2024.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Points de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux de surface
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les bassins et les exutoires sont réalisés conformément l'étude hydraulique 2022-CI-000488 d'août 2022 réalisée par le bureau d'ingénierie Cereg annexée à l'étude d'impact du dossier d'autorisation environnementale fourni avec la demande du 5 août 2022 dans les 6 mois suivant la notification du présent arrêté.</p> <p>Préalablement, concernant le périmètre de l'ISDI, l'exploitant justifie auprès de la police de l'eau</p>

(DDT de la Lozère) de la non-aggravation des écoulements suite à son aménagement en réalisant le même type de calcul que pour les autres bassins versants (estimation du débit de pointe en état naturel, coefficient de ruissellement initial, estimation du débit de pointe en état futur, etc), avant la réalisation du projet. Il précise à cette occasion la gestion de ces eaux pluviales provenant de l'amont du projet avec la collecte ou non par des ouvrages spécifiques et les modalités d'écoulement sur le chemin.

Concernant, les bassins existants ou à construire, l'exploitant indique auprès de la DDT en amont des travaux, les performances épuratoires garanties en précisant tant au niveau des rendements que des concentrations, le type d'échantillon (instantané, moyen 2h, moyen 24h, etc) pour lequel ces résultats sont atteints.

Il justifie également auprès de la DDT les choix en termes de dimensionnement des ouvrages de collectes et démontre la non atteinte à la qualité du milieu récepteur, notamment pour les paramètres MES, DCO, DBOs, métaux et hydrocarbures, et ce, en prenant également en compte les impacts du centre de stockage et de traitement des déchets du Redoundel et du parc régional d'activité Jean-Antoine Chaptal sur la qualité des eaux du ruisseau de Rieucros avec un débit du milieu récepteur égal au QMNA5. Il fournit à la DDT avant le commencement des travaux, les plans détaillés de tous les ouvrages de gestion des eaux pluviales aussi bien ceux existants que nouvellement créés.

L'exploitant fournit également un protocole de travaux, avant réalisation des bassins, en détaillant les dispositions prises dans l'organisation et le phasage des travaux (création préalable des ouvrages de gestion des eaux pluviales, etc) pour limiter l'impact des travaux lors du décapage des sols notamment au-niveau des risques de lessivage.

#### **Constats :**

L'exploitant a adressé à la DDT de Lozère un courrier daté du 22 décembre 2023 en réponse à la prescription de l'article 3.2.1 de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2023.

L'inspection constate que les travaux sur le bassin de rétention n°1 au nord-ouest du site ne sont pas achevés. L'exploitant déclare que le prestataire chargé des travaux n'a pas fixé de date de livraison de ce bassin.

Le bassin n°3 à l'Est est fonctionnel mais les travaux de bétonnage et d'aménagements en bordure du bassin ne sont pas réalisés. L'exploitant déclare que cette situation rend le nettoyage des débris plastiques plus difficile en bordure de bassin. Il déclare constater, de ce fait, la présence de débris dans le bassin. Le jour de la visite, les bassins sont à sec et propres.

Le délai de 6 mois étant échu, la non finalisation des bassins constitue une non-conformité à l'article 3.2.1 de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2023.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 3 : Équipement des ouvrages de rejet**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 3.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, eaux de surface

**Prescription contrôlée :**

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à :

- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de

<p>rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci - ne pas gêner la navigation (le cas échéant). Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Afin de limiter le risque de départ de macro déchets et déchets plastiques de taille réduite, les exutoires sont équipés de filet vers le milieu naturel ou tout autre système d'efficacité équivalente. Afin de limiter le rejet des MES, les exutoires sont équipés de système de barrage de décantation ou tout autre système d'efficacité équivalente.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a procédé à l'installation de dispositifs de prévention des emports de débris plastiques vers le milieu :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- grilles sur les caniveaux de collecte des eaux pluviales ;</li> <li>- grilles à l'entrée des exutoires des bassins (<u>bassin n°3 encore non équipé</u>) ;</li> <li>- système de filtration en paille à l'extérieur de l'exutoire du bassin sud.</li> </ul> <p>L'écoulement des rejets à l'exutoire du bassin sud entraîne une érosion du terrain aval.</p> <p>Ces faits constituent des non-conformités à l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2023.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 4 : Contrôle des rejets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 3.4.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux de surface</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance des paramètres définis à l'article 3.3 dans les eaux rejetées. Une surveillance régulière de la qualité des eaux pluviales rejetées ou recueillies au niveau des bassins de collecte et de régulation des eaux pluviales est assurée par l'exploitant. L'exploitant réalise les contrôles suivants : [...] En application de l'arrêté du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- établit sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</li> <li>- réalise sous neuf mois à compter de la notification du présent arrêté, une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</li> </ul> <p>La liste des substances recherchées et les modalités de prélèvement et d'analyses sont établis suivant les prescriptions des articles 3 et 4 de l'arrêté du 20 juin 2023 précité.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Conformément à l'article 3.4.2 de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2023, l'exploitant a fait réaliser des analyses mensuelles des eaux rejetées (10 campagnes de prélèvements sur les 12 derniers mois).</p> <p>Les résultats d'analyse montrent un dépassement de la valeur limite d'émission de matières en suspension (MES) au mois d'avril 2024 et un retour à la conformité les mois suivants. L'exploitant déclare rencontrer des difficultés de nettoyage de ses bassins lorsqu'ils sont maintenus en eau par des précipitations fréquentes. En outre, l'exploitant s'interroge sur le possible relargage de MES par le système d'épuration en paille du bassin. Il déclare prévoir des analyses amont et aval de ce dispositif enfin de vérifier cette hypothèse.</p> <p>L'exploitant n'a pas procédé à la transmission annuelle des analyses en 2023.</p> <p>Ce fait constitue une non-conformité à l'article 3.4.2 de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2023.</p> <p>Concernant les analyses des substances PFAS, l'exploitant déclare être en attente des résultats des dernières analyses de la part de son prestataire. Ces résultats sont à renseigner sur GIDAF.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 5 : Suivi des mesures d'évitement, réduction et compensation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, mesures ERC
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque année, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées le bilan commenté de la mise en œuvre des mesures compensatoires et de leur suivi. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées tous les éléments de preuve de la mise en œuvre des mesures compensatoires.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas établi de bilan de la mise en œuvre des mesures compensatoires et de leur suivi.</p> <p>Ce bilan devra être établi pour l'année 2024, l'inspection demande sa transmission dès finalisation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Organisation des stockages**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 6.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le positionnement, la nature des déchets pour chaque îlot ainsi que les distances d'éloignement (entre les îlots, entre les îlots et les bâtiments, entre les îlots et les limites de l'établissement), tels que décrits dans l'étude de dangers et repris dans le tableau ci-avant, doivent être respectés en permanence.</p> <p>À cet effet, une procédure de contrôle du respect de ces exigences est rédigée, un marquage au</p>

sol délimitant l'emprise des îlots est réalisé et un plan de contrôle est mise œuvre par l'exploitant. Ce plan de contrôle doit être à minima hebdomadaire. Il fait l'objet d'un suivi et d'un enregistrement établi selon les règles de l'assurance qualité et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a lancé la création de murs de séparation en mégablocs béton au sein de ses stocks de balles de plastiques, et la matérialisation d'autres zones de stockage par ce même type de murs.</p> <p>La distance de séparation de 10 mètres n'est pas respectée entre certains stocks sur la plateforme sud (piles de déchets verts, de bois et plastiques), de même qu'aux abords du bâtiment B1 (notamment déchets de pneumatiques entreposés contre le bâtiment). Suite à la visite, l'exploitant a transmis des photographies attestant la correction de ces non-conformités.</p> <p>La procédure de contrôle n'a pas été mise à jour suite à la précédente inspection. Le suivi des contrôles hebdomadaires n'est pas formalisé.</p> <p>Ces faits constituent des non-conformités à l'article 6.1.3 de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 7 : Mesures de maîtrise des risques et barrières de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 6.1.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, maîtrise des risques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sont considérées comme mesures de maîtrise des risques les mesures figurant dans le tableau du point 8.6.1 (pages 296 à 302) de l'étude de dangers élaborée par SOLER IDE référencée A2CEMCM de juillet 2022 faisant partie du dossier de demande d'autorisation environnementale du 5 août 2022. Parmi ces mesures de maîtrise des risques, une attention particulière doit être portée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au respect des conditions de stockage et notamment l'îlotage tels que définis dans l'étude de dangers ;</li> <li>- aux systèmes de surveillance et de détection qui doivent être efficaces, opérants en toute circonstance et contrôlés régulièrement ;</li> <li>- aux moyens de lutte incendie qui doivent être entretenus et contrôlés régulièrement ;</li> <li>- à la formation des équipes de première intervention ;</li> <li>- aux exercices d'intervention réalisés régulièrement;</li> </ul> <p>La mise en œuvre et le suivi de ces mesures de maîtrise des risques sont réalisés en permanence et font l'objet d'un suivi. La traçabilité des contrôles, des tests et des exercices doit pouvoir être établie en permanence.</p> <p>L'exploitant transmet, avant démarrage de l'installation [partie extension du site], une note démontrant que les mesures mises en place répondent aux caractéristiques d'une mesure de maîtrise des risques des arrêtés ministériels du 29 septembre 2005 et du 04 octobre 2010 et actualisera le cas échéant le document listant les mesures de maîtrise des risques prévues au présent article.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La mise en service de l'installation, en phase de test, est prévue pour l'automne 2024. La note prévue par l'article 6.1.7 de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2023 devra être transmise, ainsi que l'éventuelle mise à jour de l'étude de dangers, d'ici à la mise en service de la nouvelle installation</p>



<p>(bâtiment B7).</p> <p>Concernant le suivi des mesures de maîtrise des risques, l'exploitant déclare déléguer la gestion et le contrôle de certains systèmes, notamment de surveillance, à des sociétés spécialisées répondant aux règles APSAD. L'inspection indique à l'exploitant que, conformément à l'article 6.1.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'installation, "la traçabilité des contrôles, des tests et des exercices doit pouvoir être établie en permanence". Si cette traçabilité est réalisée par un prestataire, elle doit être tenue à disposition de l'exploitant et de l'inspection des installations classées en permanence.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant déclare procéder au test en interne du système de surveillance une fois par mois. Ces tests ne font pas l'objet d'une traçabilité.</p> <p>Ce fait constitue une non-conformité à l'article 6.1.7 de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 6.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et précisés comme ci-après :</p> <p>des détecteurs sont présents sur le site au niveau des divers équipements et installations afin de prévenir tout sinistre,</p> <p>une alarme incendie audible de tous points de l'établissement y compris dans les locaux à bruit</p> <p>un éclairage de sécurité au-dessus de chaque issue ainsi que dans toutes les circulations de grande longueur (distance supérieure à 15 mètres),</p> <p>des issues de secours normalisées visibles et accessibles en toutes circonstances pour ne pas avoir plus de 50 mètres à parcourir pour être en sécurité,</p> <p>les bâtiments sont équipés de vidéo-surveillance intrusion/incendie. Les extincteurs et RIA sont répartis sur les lieux représentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits.</p> <p>Les extincteurs et les RIA sont signalés par des sigles et couleurs réglementaires de manière à être rapidement repérables.</p> <p>Les consignes de sécurité sont affichées à l'entrée du bureau.</p> <p>L'interdiction de fumer sur le site est affichée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site est doté d'un système de détection incendie. L'exploitant déclare que ce système est contrôlé deux fois par an par un prestataire. L'inspection demande la transmission du dernier rapport de contrôle.</p> <p>Le site est doté d'un système de surveillance, vérifié quotidiennement par son prestataire. L'exploitant déclare procéder au test du système une fois par mois. Ces tests ne font pas l'objet d'une traçabilité. Dans le cadre du suivi des mesures de maîtrise des risques, la traçabilité en est prévue à l'article 6.1.7. Ce fait constitue une non-conformité mentionnée au point de contrôle précédent.</p> <p>Des consignes de sécurité sont affichées à l'entrée des bureaux et espaces de repos du personnel. Au jour de la visite, la campagne de contrôle des RIA est en cours. L'inspection constate, par sondage, que les RIA et extincteurs sont signalés.</p>

L'interdiction de fumer sur le site est affichée sur les bâtiments.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Plan d'Opération Interne**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 6.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, P.O.I.
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarios dans l'étude de dangers au plus tard 6 mois après la notification du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare avoir établi un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) transmis au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de Lozère par courrier du 30/11/2023. L'exploitant déclare ne pas avoir reçu de réponse à cette sollicitation. En l'absence de réponse du service départemental, il peut être considéré que celui-ci n'a pas d'observation à formuler. Le POI n'a pas été présenté lors de la visite.</p> <p>Ce fait constitue une non-conformité à l'article 6.3.2 de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2023. L'inspection demande la transmission du P.O.I. accompagné des éventuelles observations du SDIS.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre préfectorale de suite
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois